

<b>DÉPARTEMENT DU VAR</b> <b>Commune de POURRIÈRES</b>	<b>Autorisation de Voirie</b> <b>Exécution de travaux sur ou en bordure du domaine public</b>
Voie publique dite « 13 RUE FREDERIC MISTRAL » <b>83910 POURRIÈRES</b>	Nom et adresse du pétitionnaire: <b>M.MIRKO GEROLIN</b> <b>32 RUE DU CHATEAU D'EAU</b> <b>83910 POURRIÈRES</b>
<b>N° 2016-03849/POL</b>	<b>SB/MHJ/AG</b>

**Le Maire de Pourrières,**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L-2212-1 à L-2212-5, L.2213-1 à L.2213-6 et L.411-1 ;
- Vu** le Code de la Voirie Routière notamment les titres I et IV (voirie communale) et les articles L.113-3 à L.113-7 ;
- Vu** le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu** le Code de la Route notamment les articles R.411-8 et R.411-25 pouvoirs de Police du Maire et les articles R.417-9, R.417-10 et R.417-12 dispositions générales du stationnement ;
- Vu** l'Arrêté Préfectoral du 12 mars 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales ;
- Vu** le Code des Communes (partie réglementaire) ;
- Vu** l'arrêté municipal numéro 2014-03134/FIN du 18 juin 2014 fixant les tarifs de la régie de recettes « PRODUITS COMMUNAUX DIVERS » - 2-T- ;
- Vu** l'état des lieux ;
- Vu** la demande écrite en date du 23/05/2016 par laquelle le pétitionnaire ci-dessus sollicitait la délivrance d'une autorisation de voirie pour la mise en place d'un échafaudage suspendu (permettant le passage de véhicule de secours), pour rénovation de toiture, sur la Voie publique dite « 13 Rue Frédéric Mistral »,

## **ARRÊTE**

**Article 1. Prescriptions techniques :**

Le pétitionnaire est autorisé à entreprendre les travaux visés ci-dessus, à partir du **mercredi 01/06/2016 jusqu'au jeudi 30/06/2016 à partir de 07h30**. À charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement susvisé et aux conditions spéciales figurant dans l'annexe ci-jointe.

**Article 2. Ouverture du Chantier :**

Le pétitionnaire informera l'autorité signataire du présent arrêté de la date de début des travaux, au moins trois jours ouvrables avant la durée des travaux. Celle-ci ne pourra excéder la période décrite **(1 mois) soit le jeudi 30/06/2016 à 18h00**.

**Article 3. Signalisation :**

Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté. Elle devra être établie conformément aux prescriptions particulières du présent arrêté et de ses annexes.

Article 4. Validité - Précarité - Responsabilité :

La présente autorisation n'est valable que pour la période décrite à l'article 2. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage dans ce délai. Elle est délivrée à titre précaire et révocable. Le bénéficiaire de la présente autorisation demeure responsable de tout accident occasionné par le fait des travaux et des dommages de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Article 5. Droits d'occupation du Domaine public :

Le pétitionnaire devra s'acquitter du droit de voirie sur le Domaine public, prévu par l'arrêté en vigueur susvisé fixant les tarifs de la régie de recettes des droits de voirie, au tarif de **0.60 € par mètre linéaire et par jour**, auprès du service accueil de la mairie.

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 dudit Code.

---

*Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux pétitionnaires, M. MIRKO GEROLIN, ainsi qu'aux Services Techniques de la Commune.*

*Copie en sera adressée au Conseil Général du Var.*

*Copie en sera également adressée à la Police municipale de Pourrières.*

À Pourrières, le 24 MAI 2016

**Le Maire,  
Sébastien BOURLIN**

## ANNEXE

AR n° **2016-03849/POL** - du 24/05/2016

Pétitionnaire **M. MIRKO GEROLIN**

### DISPOSITIONS COMMUNES

Aucune fabrication de béton ou mortier ne sera tolérée sur la voie publique. Les tranchées devront être remblayées en tout venant et compactées correctement. Les lieux devront être remis en état dès achèvement des travaux.

### DISPOSITIONS TECHNIQUES

#### **Signalisation :**

Les travaux seront signalés conformément à la réglementation en vigueur. La circulation des piétons sera maintenue et matérialisée (Piquets K5a ou ruban K14).

Le pétitionnaire est tenu de maintenir un balisage réfléchissant ou éclairé pendant la nuit.

Le pétitionnaire est tenu d'avertir par courrier les riverains en ce qui concerne l'organisation des travaux.

La circulation des véhicules sera maintenue mais le stationnement sera interdit, sauf exception pour la pose de l'échafaudage et le dépôt de matériel.

La signalisation des travaux sera matérialisée par des barrières et rubalises, mises en place sous l'entière responsabilité de M MIRKO GEROLIN.

Le lavage sur les lieux, des engins de travaux publics, est interdit.